



Le don de la nature

Fabrice Flipo

► To cite this version:

Fabrice Flipo. Le don de la nature. *Entropia : Revue d'étude théorique et politique de la décroissance*, 2008, 5, pp.23-34. hal-00957927

HAL Id: hal-00957927

<https://hal.science/hal-00957927>

Submitted on 11 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le don de la nature

Fabrice Flipo

Maître de conférences

Groupe de recherche interdisciplinaire ETOS (Ethique, Technologie, Organisations, Société)

Télécom & Management SudParis / Département Langues et Sciences Humaines

9 rue Charles Fourier 91011 Evry, France

Tel : +33 (1).60.76.41.03. Fax : +33 (1).60.76.42.86.

Fabrice.flipo@it-sudparis.eu

L'absence du Mouvement Anti-Utilitariste en Sciences Sociales (MAUSS) sur la question écologique est étonnante. L'engagement en faveur de l'écologie est une denrée rare. Le numéro 17 de la Revue du Mauss est principalement consacré à l'épistémologie de la nature, pas à ce que pourrait être une société écologique. Le numéro 30, consacré à « une autre science économique (et donc un autre monde) », n'aborde la question de l'écologie que sous la forme de l'urgence, du risque et de la catastrophe – cela même qui est reproché aux écologistes ! Comment proposer une alternative en ignorant les implications des enjeux écologiques ? Cela paraît difficile, déconnecté des réalités matérielles du monde, de la révolution qui se joue en ce moment dans les sciences de la nature – tout comme des relations internationales et des revendications des peuples du monde.

Le fait que l'anti-utilitarisme et sa revue phare ne se soient pas saisis de la question écologique peut surprendre. N'y a-t-il pas lieu de s'alarmer des conséquences de l'*utilisation* de la nature sur les modes de vie, tout autant que de la réduction des liens humains à l'utile ? Pour le Mauss, la nature n'est-elle qu'*utile* ? N'est-elle qu'un instrument au service des sociétés humaines, sans autre résistance que celle de la matière, c'est-à-dire de notre pouvoir ? L'argument du MAUSS et celui de l'écologie politique auraient du se rejoindre dans un même mouvement : affirmer que le lien est plus profond que celui proposé par l'économie, par l'échange ; montrer que la relation à la nature est instituante, et que le réductionnisme marchand (échange) ou moralisateur voire autoritaire (obligation) n'est de mise ni dans les relations entre personnes ni dans les relations avec le milieu.

Comment expliquer que la convergence soit à faire, et non déjà faite ? Pourquoi ne va-t-elle pas de soi ? Est-il urgent d'établir les liens entre les deux ? Les Maussiens doivent-ils se soucier d'écologie, ou déléguer l'écologie aux écologistes, comme le PS l'a fait avec les Verts, l'UMP avec CAP21 ou Ecologie Bleue ? Au travers d'une analyse des politiques écologiques, nous montrons dans cet article l'intérêt et l'urgence d'une approche maussienne, anti-utilitariste, de l'écologie.

Les dangers de l'écoefficacité

Commençons par interroger les discours écologistes dominants, à l'aune de la lecture anti-utilitariste. On nous parle par exemple de « Facteur 4 », c'est-à-dire produire deux fois plus de services pour deux fois moins d'impact écologique¹, voire de « Facteur 10 »². Le scénario négawatt montre que nous pouvons obtenir le niveau de vie actuel avec deux fois moins

¹ E. U. von Weizsacker, A. B. Lovins, L. H. Lovins, *Facteur 4 - Un rapport de club de Rome, deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources*, Mens, Terre Vivante, 1997.

² F. Schmidt-Bleek et le Club de Carnoules. <http://www.factor10.org> et www.factor10-institute.org

d'énergie, en divisant par cinq nos émissions de gaz à effet de serre et en sortant du nucléaire³. Quelle est la portée de ces discours ? Répondent-ils au problème posé, celui d'une cohabitation durable avec la Terre et ses habitants ?

L'écoefficacité fait appel à de nouvelles comptabilités qui visent à établir le caractère plus ou moins « écologique » des biens et services. Elles ne comptent plus les entrées et sortie d'utilités échangeables pour des consommateurs mais les entrées et sortie de flux matériels signifiants pour l'équilibre des écosystèmes, c'est-à-dire des kilogrammes de CO₂, de déchets nucléaires ou de métaux toxiques. Une « analyse de cycle de vie » (« ACV » ou « écobilan » en langage courant) est « *un bilan quantifié des flux de matière et d'énergie entrant et sortant aux frontières d'un système représentatif du cycle de vie d'un produit ou d'un service* »⁴.

L'éco-efficacité affirme qu'une optimisation des solutions les plus efficaces, sur le plan matériel, nous permettra de trouver un équilibre dans la biosphère. Le problème est-il résolu ? Pouvons-nous laisser travailler les ingénieurs et nous concentrer sur le lien social, c'est-à-dire le lien entre personnes, le lien à la nature ayant été pris en charge et en quelque sorte résolu ?

Rien n'est moins sûr. Prenons par exemple cette étude comptable du Wuppertal Institut qui affirme ainsi que le téléchargement en ligne est moins « impactant » que l'achat de CD⁵. Avons-nous là une solution « écologique » nous permettant de continuer « d'écouter de la musique » ? A première vue, c'est ce qui est donné à penser.

Mais une analyse détaillée de la proposition nous montre que le problème est plus complexe. Le bilan écologique flatteur n'est là que si l'utilisateur n'utilise pas son graveur pour obtenir son CD. Le point est considéré comme un détail, du point de vue des « ingénieurs écologistes » qui ont réalisé cette étude. Il ne figure pas dans les conclusions, favorables à la musique en ligne. Mais du point de vue anti-utilitariste, ce détail change tout. L'alternative doit en effet être reformulée : il n'y a pas lieu de choisir entre la solution « propre » et la solution « sale », comme si les deux étaient « fonctionnellement » équivalentes, mais de choisir entre le téléchargement à volonté avec interdiction de graver les CD ou l'achat rationné de CD en magasin. Est-ce là l'alternative que nous souhaitons proposer ? Si ce n'est pas le cas, où trouver le critère d'une limitation écologique dans la consommation de musique ? Comment en discuter de manière démocratique ?

La politique écologique est peu susceptible de glissements marchands (échange), car elle est le lieu de rendements décroissants et la contribution écologique au monde commun est plus proche de ce que l'économie nomme les « services », des utilités dépendants du lieu, et donc peu facilement échangeables. Par contre elle est susceptible de glissements autoritaires, car les atteintes aux « services écologiques »⁶ appellent une logique de « bien public » et de condamnation des comportements de « passager clandestin » - pour continuer d'utiliser le langage de l'économie.

L'enjeu de la sobriété

Les scénarios « écoefficaces » sont basés sur trois stratégies : déplacer les consommations vers les potentiels renouvelables non utilisés (exemple : énergies), améliorer les services

³ www.negawatt.org

⁴ L. Grisel et P. Osset, *L'Analyse du Cycle de Vie d'un produit ou d'un service - applications et mise en pratique*, AFNOR Editions, 2004.

⁵ Wuppertal Institut, *Digital Europe*, 2003. www.digital-eu.org

⁶ Voir le *Millenium Ecosystem Assessment*.

écologiques et améliorer l'efficacité écologique avec laquelle le service est rendu. Ils sont aveugles sur un point, que les économistes appellent « l'effet rebond » : les économies réalisées ici se traduisent là par de nouvelles dépenses. Les voitures consomment moins mais elles roulent davantage, les maisons consomment moins par mètre carré mais elles sont plus grandes etc. et dans l'absolu l'empreinte écologique continue de croître.

Pourquoi « l'effet rebond » se produit-il ? Parce que l'éco-efficacité ne met pas en cause le rapport du consommateur à la nature, il se contente d'optimiser la production d'un service prédéfini – c'est-à-dire à définition des « besoins » inchangée. Dès lors rien ne remet en cause le grand discours qui enjoint le consommateur à continuer de consommer davantage, au motif que la technologie va nous apporter l'abondance. Et rien ne modifie la rationalité économique des firmes, qui continuent d'optimiser leur instrument de production afin de réaliser des économies qui leur permettront de vendre davantage de nouveaux produits. Non seulement rien ne l'empêche, mais tout l'encourage, puisque l'utilisation de la nature n'a pas été remise en cause. Tout l'encourage car le discours de l'éco-efficacité est un merveilleux prétexte pour reporter le problème à plus tard – aux générations à venir. Le problème n'est que déplacé, et non résolu.

La réponse à l'effet rebond, en écologie politique, c'est la sobriété. Pour elle, consommer mieux signifie consommer moins ; et cela parce que le citoyen-consommateur adopte un mode de vie compatible avec l'équilibre planétaire. L'enjeu de la sobriété est donc un enjeu majeur, tant du point de vue écologique que démocratique car sans sobriété nous nous mettrons rapidement dans une situation proche de l'état d'urgence dans lequel l'exercice de la démocratie est suspendue. Le scénario négawatt, entre autres, insiste bien sur ce point : sans *sobriété* il n'y aura pas de division par cinq des émissions de gaz à effet de serre en cohérence avec les objectifs plus généraux du développement durable⁷. Tous les autres scénarios sacrifient un ou plusieurs objectifs du développement durable : soit ils ne tiendront pas les engagements internationaux pris par notre pays, soit ils sacrifient la démocratie (exemple du recours au nucléaire⁸), soit ils s'en remettent aux utopies technologiques parfois surnommées « RANAP » (« recherches appliquées non applicables ») comme la séquestration de carbone, la transmutation des déchets nucléaires, les nanotechnologies, les biotechnologies, l'hydrogène etc.

Une rationalité spécifique

C'est là qu'il faut accepter d'entrer un peu dans le concret des luttes écologistes, de leur *rationalité* spécifique, sans considérer leur discours sur les « limites de la planète » comme étant d'emblée d'ordre autoritaire, d'ordre marchand ou proto-religieux, ce qui permet de l'écarter à bon compte sans pour autant proposer autre chose de convaincant.

Que veulent les écologistes ? Ils veulent « protéger le climat », et cela parce que c'est une richesse. Ils veulent utiliser le vélo, un moyen de transport « doux ». Ils veulent « protéger la nature ». Ils résistent à « l'avancée » technologique, à l'allongement des détours de production, cherchent à relocaliser la production, à recourir à des « low tech » qui sont parfois des anciennes techniques mais aussi d'authentiques inventions (telles le panneau solaire thermique). L'évolution dominante des institutions va en sens contraire : elle accroît la division du travail, promeut l'éco-efficacité, dépossède le citoyen de sa définition des besoins. Michelle Dobré⁹ montre toute la difficulté de la « résistance ordinaire » des écologistes.

⁷ www.negawatt.org

⁸ voir F. Flipo, *Ethique et responsabilité après Tchernobyl*, *Entropia*, n°1, 2006.

Qu'est-ce à dire ? Certains maussiens seraient tentés d'assimiler cette revendication à quelque chose de dangereux, d'obscurantiste, d'aveugle à la Raison, tout comme C. Di Méo¹⁰. Pourquoi donc ? Parler de nature, c'est être obscurantiste ? C'est vouloir « réenraciner » un être humain que la modernité aurait « déraciné », sorti de son naturalisme, et par là « libéré » ? On sent confusément que ce qui arrangerait les affaires est que le problème écologique soit soluble dans le problème démocratique. S'il y avait la possibilité de proposer une alternative qui soit anti-utilitariste dans les relations humaines, sans évoquer la question de la nature, ce serait parfait. La question de la démocratie est pertinente mais elle ne répond pas au problème actuel si elle délaisse la question de la nature.

Penser la sobriété exige de passer par le plan anthropologique. Marcel Mauss a montré que l'échange n'est pas régi par le principe d'économie mais le principe de dépense fondée sur la réciprocité, le lien, autrement dit par le don¹¹. Le lien social se produit par la triple obligation de donner, recevoir et rendre. La liberté se construit dans cette action, qui n'est pas à confondre avec un simple échange¹². Mais où est la nature, dans ce schéma ? Où sont ce que l'on nomme aujourd'hui les « services écologiques » ? Où sont les êtres humains avec qui nous sommes en relation indirecte, via les gaz à effet de serre que nous émettons et le climat qui change ? Le paradigme du don souffre du même défaut que celui de Durkheim, depuis longtemps souligné par la sociologie de l'environnement¹³ : les liens sociaux étudiés sont des relations entre volontés désincarnées, coupées de leur milieu – ou plutôt ancrées dans une théorie du milieu bien connue, celle de l'économie, qui fait de la terre un simple support matériel de l'action humaine, que ne limite que le manque de pouvoir. Le Mauss serait-il coupable d'utilitarisme ?

A rappeler sans cesse le caractère institué des relations sociales, à souligner le rôle des volontés dans les représentations et les constructions, on en oublierait que l'usage de la nature n'est pas neutre dans cette institution. S'il existe des automobiles, des téléphones et des usages de ces objets, c'est parce qu'il existe des mines, des mineurs, des puits de pétrole, des gaz à effet de serre et des déchetteries. Ne saisir que le lien entre personnes rend impensable les enjeux écologiques qui sont pourtant aujourd'hui au centre des relations internationales. Le miracle des rendements croissants en économie, depuis un siècle et demi, ne vient pas entièrement de l'irruption de l'*homo economicus* mû par l'appât du gain. Il vient aussi de l'usage d'une énergie à bas coût : le charbon et le pétrole. Que ces ressources disparaissent et les rendements deviennent décroissants – à moins de faire l'hypothèse d'un « miracle technologique », une « backstop technology » telle que le proposait l'économiste américain William Nordhaus, sur le principe selon lequel l'épuisement des ressources conduit à de nouveaux arrangements technologiques et qu'il n'existe par conséquent aucune limite physique à l'expansion économique¹⁴. Une connaissance approfondie des débats technologiques contemporains montre que cette technologie n'existe pas. Dans le domaine de l'énergie, nulle fusion nucléaire à portée de main, et les renouvelables sont limitées. Dans le domaine agricole, l'optimisation des agrosystèmes dépend de multiples facteurs dont aucun ne peut connaître de

⁹ M. Dobré, *L'écologie au quotidien: éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, Paris, L'Harmattan, 2002.

¹⁰ J.-M. Harribey & C. Di Méo, *Du danger de la décroissance*, Politis, n°917, 2006.

¹¹ M. Mauss, *Essai sur le don* – trouvable sur internet, par exemple <http://classiques.uqac.ca>

¹² Voir A. Caillé, *Marcel Mauss et le paradigme du don*, *Sociologie et sociétés*, vol. XXXVI.2, 2004, pp 141-176.

¹³ L. Draetta, F. Lai, *Naturalia. Sciences sociales et environnement : entre cadres théoriques et approches empiriques*, *EUROPAEA. Journal des Européanistes*, Vol. VIII, n° 1-2, 2002. Catton W.R., R.E. Dunlap, *Environmental Sociology : a new paradigm*, *The american sociologist*, 13, 1978, pp. 41-49.

¹⁴ Voir aussi Solow et le « résidu » que constitue la technologie dans les équations économiques.

progression infinie. Dans le domaine de la mobilité, le déplacement « propre » reste celui qu'on ne fait pas. Et ainsi de suite. Les Physiocrates sont de retour.

A la question des ressources s'ajoute celle des « services écologiques ». Le terme « service » est bien choisi, car ces régulations ne sont pas déplaçables sans conséquences. Ce ne sont pas à proprement parler des « biens », objectivables et mesurables. Nul ne peut « prendre » le cycle du CO₂ ni le commercialiser, même s'il peut partiellement être question de « droits à polluer ». Les régulations écologiques sont de l'ordre du « bien public », des biens non-excluables et non-rivaux dont la recherche de profit dépend pour son existence mais qu'elle ne peut produire. Dès lors c'est à un autre type de rationalité qu'il faut faire appel.

Qu'est-ce qui peut amener un citoyen ordinaire à prendre en compte ses émissions de CO₂ dans son quotidien ? Qu'est-ce qui peut le conduire à ne pas les négliger, à ne pas déléguer le problème à l'industrie, à la technique, à la technocratie ? Ce n'est qu'à cette condition qu'il sera ensuite possible d'aspirer à une démocratie écologique – car si la motivation n'existe pas, comment les citoyens pourraient-ils être demandeurs de politiques écologiques ? Nous rencontrons alors la solution proposée par certains écosocialistes, « *remplacer une micro rationalité du profit par une macro rationalité sociale et écologique* »¹⁵, qui risquerait de devenir un despotisme.

Le don de la nature

En sociologie, la critique est connue : faire état de l'existence de quelque chose comme « un écosystème », c'est commettre une naturalisation. Cette naturalisation est d'emblée illégitime car la sociologie s'appuie depuis ses origines sur l'idée que les faits sociaux sont construits.

A cet égard, la question de la nature pose un problème spécifique. L'idée que les sociétés sont construites est étonnamment congruente avec la thèse selon laquelle les limites naturelles sont faites pour être dépassées, avec l'apologie de « l'homme-Dieu »¹⁶ et les mouvements transhumanistes, bref avec l'ethos promothéen qui ne supporte l'ordre que s'il est de son fait, s'il porte son sceau. La thèse selon laquelle les faits sont construits ne revient-il pas à adopter une approche purement utilitariste de la nature ? Ne revient-elle pas à encourager l'appropriation et la destruction des milieux, l'exploitation des sables bitumineux au Canada, le ratissage des océans par les chalutiers géants etc. ? Au nom de quoi pourrait-elle s'y opposer ? Au nom des intérêts supérieurs des générations à venir ? Mais qui décrètera ces intérêts, puisque les générations en question ne sont pas là pour le faire elles-mêmes ? Ces générations ont-elles la force suffisante pour ancrer la motivation ?

Nous croyons que non, ce ne sont pas les habiles discours sur les générations à venir qui peuvent ancrer le souci de préserver les bases pour un monde qui soit vivable en 2070. Nous ne le croyons pas car telle n'est pas la motivation des mouvements écologistes. Partout dans leurs documents est affichée en clair leur motivation : c'est protéger les milieux dont il s'agit. On pourra discuter dans le détail de ce que cela signifie : protéger les êtres vivants, ou les écosystèmes etc. Mais les générations futures restent une figure marginale, chez tous les écologistes, de tous les bords.

Les fondements anthropologiques de ce souci de la nature restent le lieu de débat. Ne pourrait-on pas mettre Mauss à contribution ? « Ce qui circule » ne circule pas seulement « entre

¹⁵ M. Löwy, *Qu'est-ce que l'écosocialisme ?*; M. Löwy (coord.), *Ecologie et socialisme*, Paris, Syllepse, 2005, p. 100

¹⁶ L. Ferry

nous », êtres humains vivants ici et maintenant, mais entre nous, êtres vivants, êtres de matière, vivant ou morts, passés ou à venir. N'y a-t-il là rien à penser ?

Là encore, d'autres cultures peuvent indiquer des voies. N'est-il pas troublant de constater que de nombreuses populations entretiennent un lien analogue au don avec la nature, les plantes et les animaux, qu'elles connaissent souvent individuellement – « en personne » ? Prélevant des ressources, acceptant les dons de la nature, elles ressentent le droit de recevoir et l'obligation de rendre¹⁷. « D'où tiens-tu la vie, homme arrogant ? Qui te l'a donnée ? Te crois-tu auteur de tes propres jours ? » pourraient nous dire ces peuples qui semblent avoir une conception élargie du don. Que devrions-nous leur répondre ? Que nous avons fabriqué notre vie ? Que nous l'avons achetée ? Que nous avons le droit à la vie ? Qu'être humain c'est donner une valeur infinie à l'être humain, lui donner tous les droits ? Aucune de ces réponses n'est satisfaisante ; toutes ignorent les dons de la nature. Ce qui est valable pour notre vie est valable pour tout ce que donne la nature. Avons-nous droit aux poissons de l'océan ? Les avons-nous fabriqués, même en aquaculture ? Pouvons-nous nous les approprier parce que nous les avons achetés ? A nouveau aucune de ces réponses n'est satisfaisante. Et pourtant à chaque fois que nous utilisons une voiture, un téléphone ou un commutateur électrique, nous répondons en pratique à ces questions. La voiture est tirée des ressources du sol par d'énormes machines et rejette des gaz à effet de serre. D'où tenons-nous cet usage ? Parce que nous y avons droit ? Parce que nous l'avons payé ? Parce qu'elle a été fabriquée, qu'elle est le symbole de « l'arrachement » de l'être humain à sa condition « naturelle » ? S'en passer serait « revenir en arrière » ? « Régresser » ? « Sortir de la modernité » ? « Retourner dans la nature » ?

L'être humain n'a jamais connu de condition « naturelle » à laquelle il se serait « arraché ». Cette nature-là est mythologique, elle n'a jamais existé. L'argument du « retour à l'âge de pierre », si souvent employé à l'encontre des écologistes, révèle surtout notre mythologie occidentale. La majorité de nos contemporains pensent que nous avons un droit sacré sur les forces que nous avons tirées de la terre. Nous les avons payées de notre travail, nous les avons arrachées à la terre à la sueur de notre front. Mieux : elles font partie de notre essence, de notre nature de « développés » - d'êtres humains véritables. Que serions-nous sans notre puissance minérale ? Pourrions-nous encore déplacer des montagnes ? A nouveau il y a congruence entre cette conception utilitariste de la nature et l'*homo economicus*, qui présente la nature comme avare, une marâtre à qui il faut arracher la moindre richesse à la sueur de son front ?

Le paradigme du don, reconnu par tant d'autres sociétés, ne nous permet-il pas de sortir de ce mythe ? Ne permet-il pas de poser des limites à l'appropriation ? N'est-il pas générateur de sens ? A l'inverse, comment défendre le don si ce n'est pour en garder qu'une version étroite et étriquée, qui ne rendrait pas compte de notre lien à la nature ?

Les conséquences ne sont pas anodines. Si le don est fondateur de nos relations à la nature, alors prendre à la nature et ne rien rendre, pour le dire avec une brutalité empruntée à Proudhon, c'est du vol. « La nature » d'ailleurs est à comprendre en un sens moral : c'est ce que nous posons comme étant indépendant de nous, et devant le rester. C'est ce qui n'est pas appropriable. Nous pouvons en avoir l'usufruit, ce qui implique de lui rendre ce que nous lui prenons – nés de la poussière, nous redeviendrons poussière. Accepter le don, c'est accepter l'endettement, l'inscription dans un cycle de dons et de contre-dons qui font lien.

¹⁷ Voir Ph. Descola, *La nature domestique – Symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuars*, Editions MSH Paris, 1986. Ph. Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005.

Mais n'est-ce pas là réenraciner l'être humain, lui prescrire une place éternelle dans la nature ? N'avons-nous pas, nous, Modernes, acquis âprement le droit de choisir notre place dans la biosphère ? Ne nous sommes-nous pas « arrachés » à nos « déterminations naturelles » ?

A nouveau, ces déterminations naturelles n'ont jamais existé. Nous avons simplement choisi d'autres relations avec la nature, qui ne sont pas forcément plus émancipatrices que celles qui proposent de prendre en compte les cycles naturels puisqu'elles nous conduisent au bord du gouffre, au bord de l'effondrement – sauf à compter sur un miracle technologique dont il n'existe aucun signe. Et là aussi cette foi dans la technologie est typique des mythologies occidentales. Et contraire à l'esprit du don, car elle revient à reporter le solde de la dette sur d'autres, sur les générations à venir, sur les autres êtres vivants, qui, eux, *espérons-le*, trouveront une solution aux problèmes que nous créons.

Une autre terreur des Modernes est d'être enracinés dans des sociétés fermées. Mais si nous acceptons ainsi de nous situer dans les cycles naturels, nous ne sommes pas immobiles. Refermé, le cycle n'est pas immuable, il n'est pas l'éternel retour. Les théories de l'écologie font la part belle à l'évolution, nulle part il n'est question de sociétés sans innovation et sans créativité. Elargi aux relations à la nature, le triptyque de Mauss ne serait pas figé dans la répétition du même, la créativité des liens ne serait pas remise en cause. Elle serait simplement détachée d'une relation purement utilitariste avec la nature... et permettrait de penser les choses autrement que sous l'angle de l'écoefficacité.

Bien sûr, toute nouvelle rationalité peut dériver en surrationalisme, comme l'a montré D. Janicaud¹⁸. Cette volonté peut être tentée d'instaurer des obligations catégoriques, comme le dénonce Joel Kovel avec les dérives de la « deep ecology ». Mais ce ne sont que des dérives possibles, il n'y a là aucune nécessité. Ne faire que dénoncer les dérives possibles d'une rationalité émergente est profondément conservateur. La porte des possibles reste fermée, seul le réel est rationnel – « *There Is No Alternative* ». Les quelques écologistes qui ont choisi de vivre sous des tipis représentent-ils un risque réel de dérive collective ?... Bien sûr que non ! Et quand bien même une société entière déciderait de vivre sous des tipis, quel crime aurait-elle commis ? La dérive mortifère de toutes celles et ceux qui souhaitent prendre l'avion à volonté pour passer quelques jours au soleil est bien plus inquiétante. Leur amour du « déracinement » n'est pas loin d'être un crime - contre ce bien commun à toutes ces personnes qu'est la stabilité climatique, contre cette régulation qui en conséquence devrait rester naturelle, c'est-à-dire *non appropriée* par quiconque.

Conclusion

Alors, finalement, quel genre de relation à la nature suppose l'écoute d'un CD, l'éclairage d'une pièce alors qu'il fait jour dehors, l'usage immodéré de l'avion ou de la voiture ? Quelle analyse en ferait Marcel Mauss ? C'est un cas qu'il n'a pas anticipé, pas plus que Marx du reste. Il n'y a rien d'analogue dans *l'Essai sur le Don*. Mauss a étudié comment l'échange est pris dans un ensemble plus vaste d'obligations et de liberté, de créativité et d'amicalité, qui constituent le lien des sociétés. Néanmoins le don ne peut-il être le paradigme d'une nouvelle sociologie, qui prendrait en compte le don de la nature ? Nous pensons que la voie est praticable. Le Mauss devrait s'en saisir.

¹⁸ D. Janicaud, *La puissance du rationnel*, Paris, Gallimard, 1985.